

COMMUNIQUE

La ligne A du RER est la ligne de transports en commun la plus fréquentée au monde avec, en moyenne, un million de voyageurs par jour.

Les difficultés d'exploitation, la configuration de la ligne créent des conditions de transport pénibles pour les usagers (*irrégularité, retards, inconfort, etc.*).

Cette situation est le fruit d'un retard d'investissements pris depuis plusieurs années ; situation que la CGT/RATP a dénoncée, proposant notamment de mettre en service davantage de trains de grande capacité (*MI2N – train à deux étages*).

PREMIER ACTE

Le Président de la République a annoncé, lors d'un discours à Orléans le 20 mai dernier, qu'il ne laisserait pas les voyageurs de la ligne A « otages de situations inacceptables » et d'affirmer, quelques jours après, qu'il engagerait **300 millions d'euros en investissements, soit 50% du coût du remplacement de 30 « trains classiques » par des « trains à deux étages »... 50 % de financement restant à la charge de la Région !**

La majorité présidentielle réaliserait-elle seulement aujourd'hui le désastre que représentent ses décisions d'hier à ne pas engager d'investissements significatifs et pertinents pour le développement des transports collectifs en Ile de France ?

Le Président de la République faisant de telles annonces, on pouvait naturellement s'attendre à ce que l'État assume financièrement leurs coûts... Il n'en n'est rien ! La RATP est sommée de prendre, sur son budget les 300 millions d'euros que cela représente, augmentant d'autant la dette de l'entreprise publique !

L'augmentation de la dette structurelle de la RATP (*fruit du désengagement de l'État*) pourrait demain être un argument justifiant une pseudo-mauvaise gestion de l'entreprise publique et prétexte à d'éventuelles propositions d'ouverture de capital, de privatisations, de changement de statut de l'entreprise publique.

DEUXIEME ACTE

Le Président de la région Île-de-France annonce par courrier au PDG de la RATP son intention à aller plus loin et à doubler les mesures : **Achat de 65 trains MI2N pour un montant de 1,3 milliards d'euros. Il annonce que la région assumera 50% de cet investissement... 50 % de financement restant à la charge de la RATP !!**

Tous projets confondus, le niveau des financements nécessaires en région capitale pour répondre aux besoins de transports en communs des populations s'élève à plus de 17 milliards d'euros.

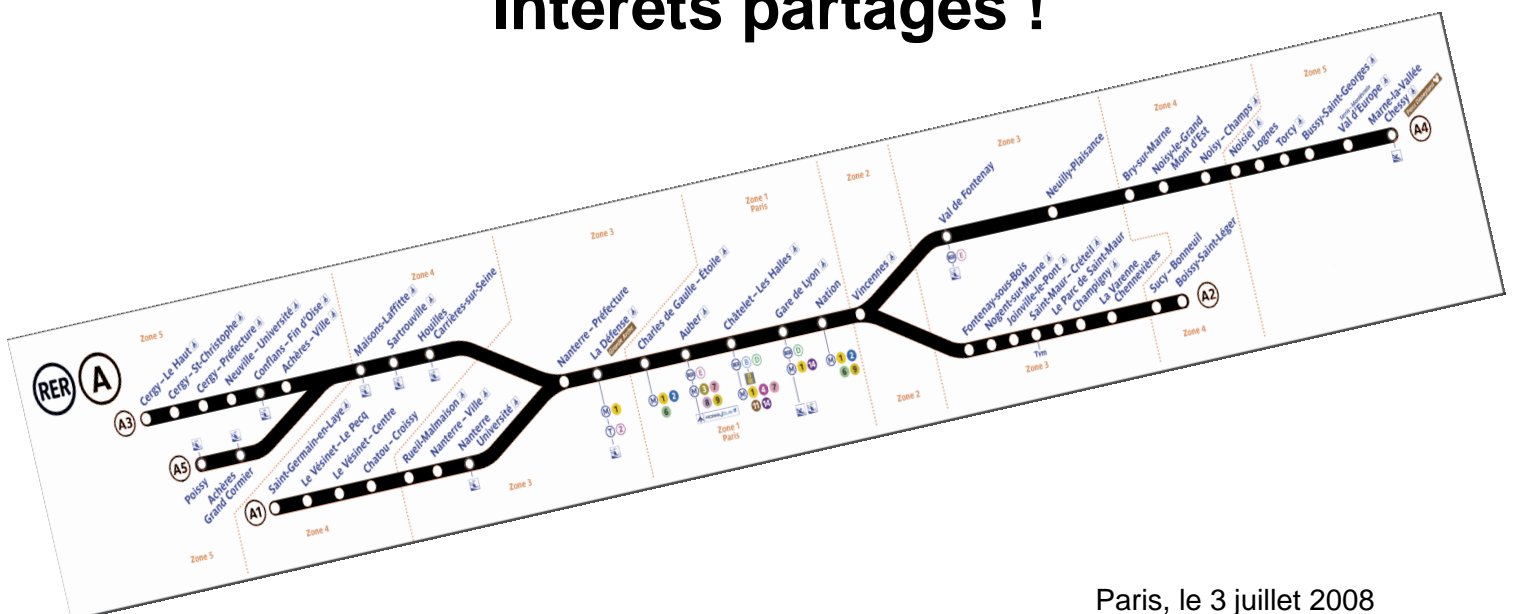
Sans un engagement de l'État il y a fort à parier qu'un certain nombre de projets resteront dans les cartons ...

Devant l'absence de concertation préalable, l'imposition des décisions present ailleurs, la CGT/RATP, ses administrateurs siégeant au Conseil d'Administration de la RATP ont refusé de prendre part au vote relatif aux investissements destinés à la ligne A du RER.

La CGT/RATP considère que l'amélioration des transports en Île-de-France, l'avenir des services publics sont des questions importantes qui ne peuvent se décider et se mettre en œuvre sans consultation des citoyens, des usagers et des organisations syndicales.

La « démocratisation » ne peut pas être qu'un slogan :

**Citoyens, Usagers, Syndicats :
Intérêts partagés !**



Paris, le 3 juillet 2008